

Cette «absence de la table» aura des répercussions négatives pour la Russie et pour l'ensemble de l'Asie-Pacifique. Certes, la Russie se distingue économiquement du Nord asiatique, mais les conséquences stratégiques du constant déploiement en Extrême-Orient soviétique de forces navales, aériennes et terrestres dotées d'armes nucléaires et conventionnelles, et la simple présence géographique écrasante de la Russie feraient pencher pour, et non contre, une plus grande participation aux affaires régionales. Si Moscou s'attelle un jour à ce dossier, cela tiendra plus au jeu de tendances politiques intérieures qu'à des considérations géostratégiques classiques. Beaucoup d'observateurs conviennent que la Russie ne sera pas un acteur important dans la région, à court terme au moins, et peut-être jusqu'à la fin du siècle.

III La Corée du Sud et la stabilité régionale

La Corée du Sud se préoccupe, et c'est compréhensible, des aspects péninsulaires immédiats de la sécurité en Asie-Pacifique. C'est pourquoi le président Roh Tae-Woo a proposé, dans son allocution à l'Assemblée générale de l'ONU, en octobre 1988, que les six pays nord-asiatiques (Corée du Sud et du Nord, Japon, Chine, États-Unis et URSS) entament un dialogue sur la sécurité dans le cadre d'une «Conférence de la paix consultative». Cette proposition, de nature générale, est toujours à l'étude. Toutefois, la conférence avait pour objet «d'examiner diverses idées concernant la paix, la stabilité, le progrès et la prospérité à l'intérieur de la région». La Corée du Nord et la Chine ont fait savoir qu'elles n'étaient pas intéressées et le suivi a été remis à plus tard, mais on continue d'approfondir l'idée d'une conférence à six.⁶

Dans un entretien accordé à l'agence TASS⁷ peu après son voyage de décembre 1990 en URSS, le président Roh parlait de sa proposition d'octobre 1988 comme d'un moyen d'apaiser les tensions dans la région. Plus tard, en mars 1991, Kukmin Ilbo, journal coréen qui fait autorité, signalait que la Maison bleue cherchait à créer un «organisme de sécurité international» réunissant six nations et qui étudierait les questions de sécurité péninsulaires.⁸ Deux mois plus tard, dans un discours prononcé à la Hoover

⁶ Il ne faudrait pas confondre cette proposition du président Roh avec la formule des pourparlers à «Deux plus Quatre» sur la Corée proposée par le secrétaire d'État américain James Baker et critiquée à Séoul par les secteurs public et privé. Les autorités coréennes se sont empressées de rappeler aux responsables américains qu'aucun traité ne donne voix au chapitre au Japon ou à l'Union soviétique pour ce qui est de l'unification du Sud et du Nord.

⁷ Le 11 décembre 1990, largement couverte par la presse coréenne aussi.

⁸ Information publiée dans l'édition du 26 mars 1991.